

13 JUIN
WEBINAIRE

RENCONTRE
RESSOURCES
ET DÉCHETS

Dispositifs locaux d'observation des déchets & de la matière



Les agences et observatoires
régionaux
de l'énergie et de
l'environnement

Un réseau de savoir-faire
et de compétences
au service de la
transition des territoires

Nadège AUSTIN

Directrice du RARE
rare.fr

n.austin@rare.fr
06 22 68 81 77



Le RARE, qui sommes-nous ?

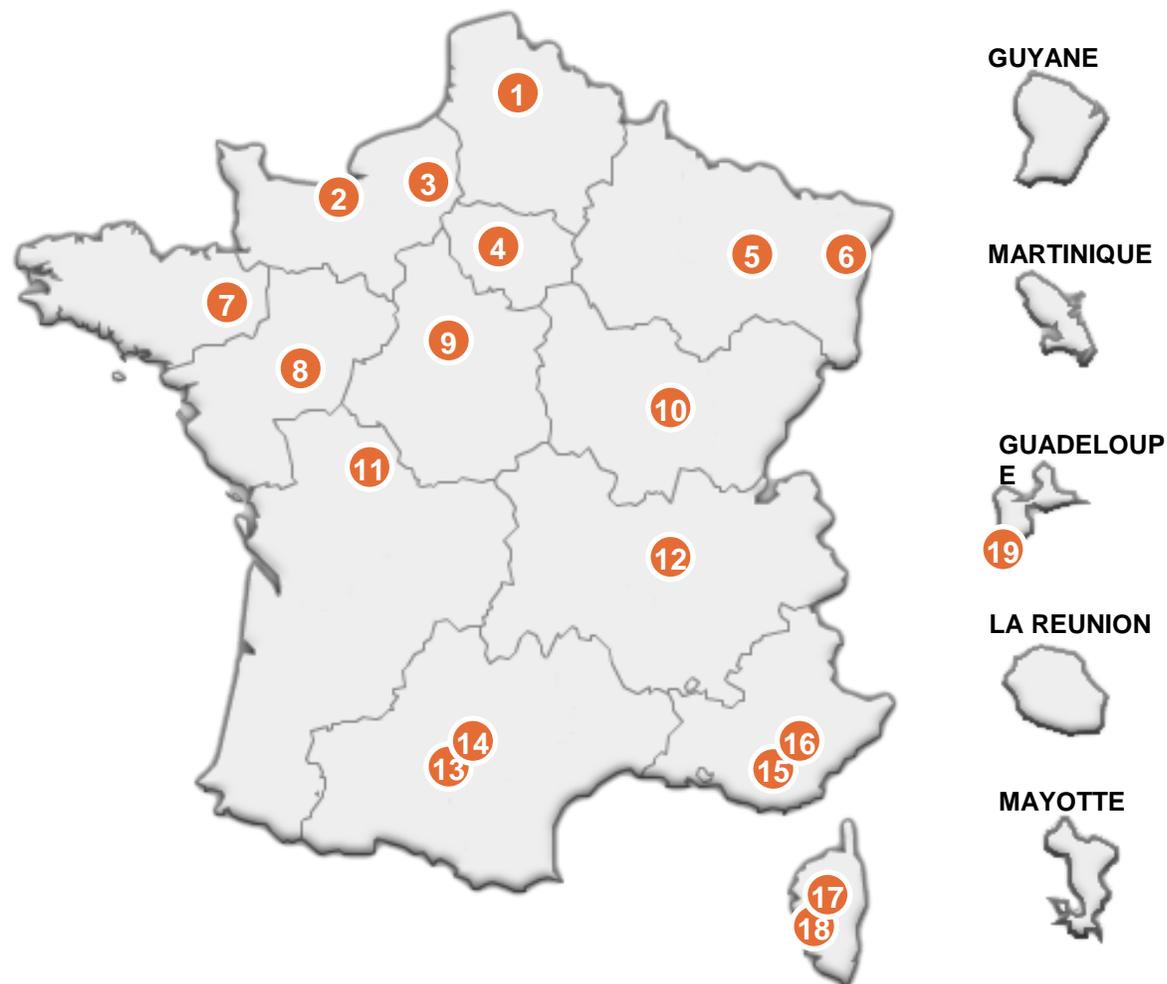
Le RARE rassemble les structures portant des missions d'intérêt général dans le champ du développement durable, à l'échelle régionale.

Objet : Contribuer aux politiques régionales de développement durable



Le RARE : 19 membres sur toute la France

à retrouver sur www.rare.fr



1. CERDD
2. Biomasse Normandie
3. Agence Normande de la Biodiversité et du Développement Durable
4. Institut Paris Région (ARB, AREC, ORDIF)
5. Région Grand Est
6. Atmo Grand Est
7. Observatoire Environnement de Bretagne
8. TEO Pays de la Loire
9. Région Centre Val de Loire
10. Alterre Bourgogne-Franche-Comté
11. AREC Nouvelle-Aquitaine
12. AURA-EE
13. AREC Occitanie
14. ORDECO
15. ARBE PACA
16. Région Sud (ORD&EC, ORECA)
17. AUE Corse
18. Office Environnemental de Corse
19. Synergîles Guadeloupe

Les membres du RARE promeuvent une approche systémique des enjeux environnementaux

Thématiques de travail variées et inter-connectées :

Energie et atténuation du CC,

Déchets-ressources,

Biodiversité, Mobilité

Management de la transition,

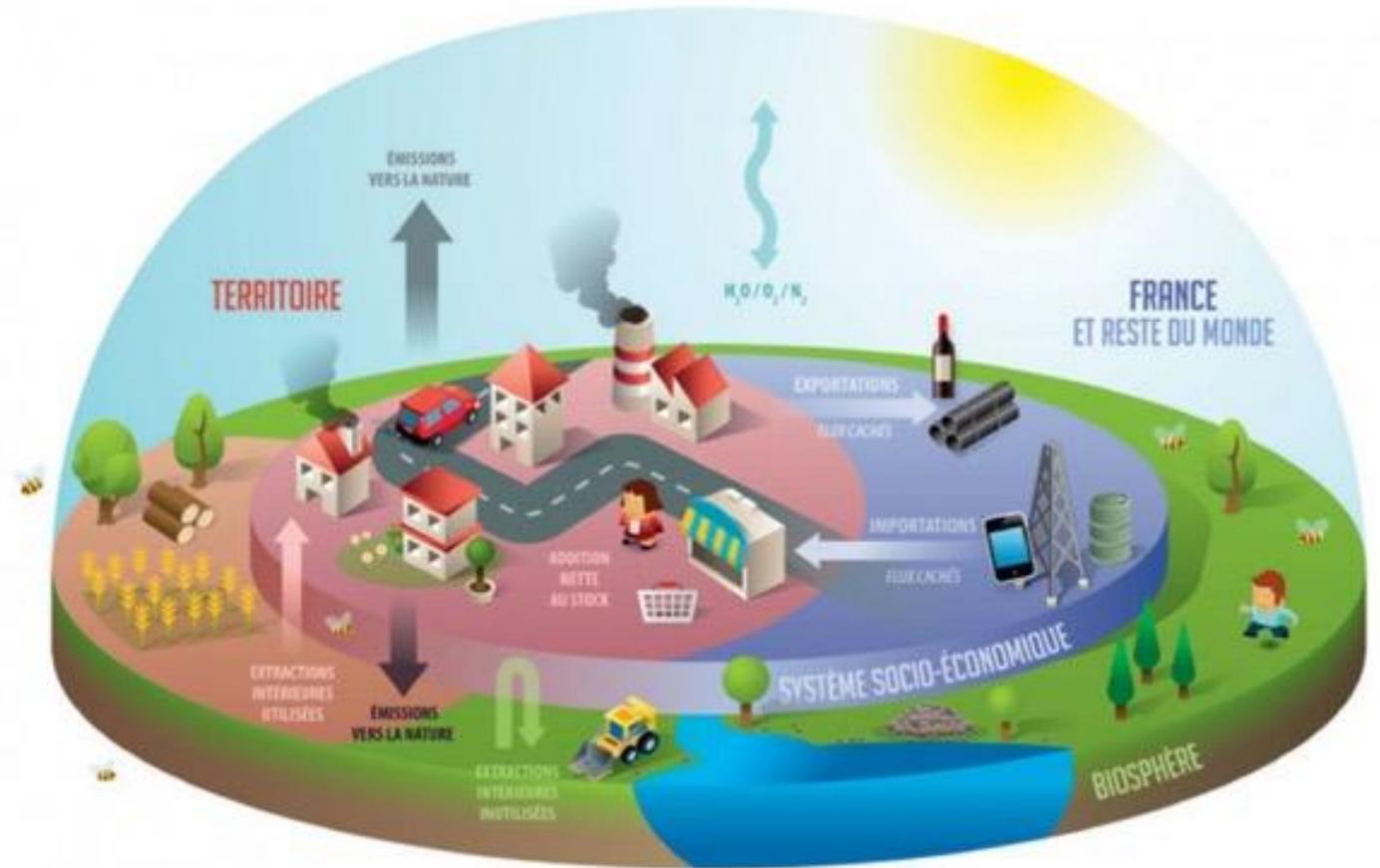
Adaptation au CC, Eau,

Santé-environnement,

Alimentation, Sobriétés

Systemes économiques alternatifs

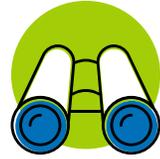
...



Source : Alterre Bourgogne, 2013

Les agences et observatoires régionaux, centres de ressources pour la transition écologique

Socle de 3 missions complémentaires



Connaissance du
territoire
&
Observation
environnementale



Apport méthodologique
Animation de réseau
Expérimentation



Création de lien
Transmission, diffusion

→ Observatoires de l'énergie, des déchets, de la biodiversité...

→ Réseaux d'acteurs

→ Partage et diffusion d'outils de facilitation

Les agences et observatoires régionaux en appui aux politiques publiques de DD

- **Reconnues par la LTECV**
Art. 188 et Art. 191
- **par la Loi pour la reconquête de la Biodiversité**
Art. 21
- **par le Code de l'Environnement (ORD)**
Art. D541-20

Des outils opérationnels
mis en place par les régions et leurs
partenaires
pour appuyer la mise en œuvre des
politiques publiques de transition
au service des territoires

Nos valeurs



Une transition qui vient des territoires, avec l'aide d'un cadrage de l'ambition au niveau national et régional.



Importance de l'appui d'ingénierie territoriale pour accompagner les collectivités



Les agences et observatoires = dispositifs d'ingénierie mutualisée, missions d'intérêt général, voire de service public.



Culture de la coopération qui irrigue les agences et le RARE



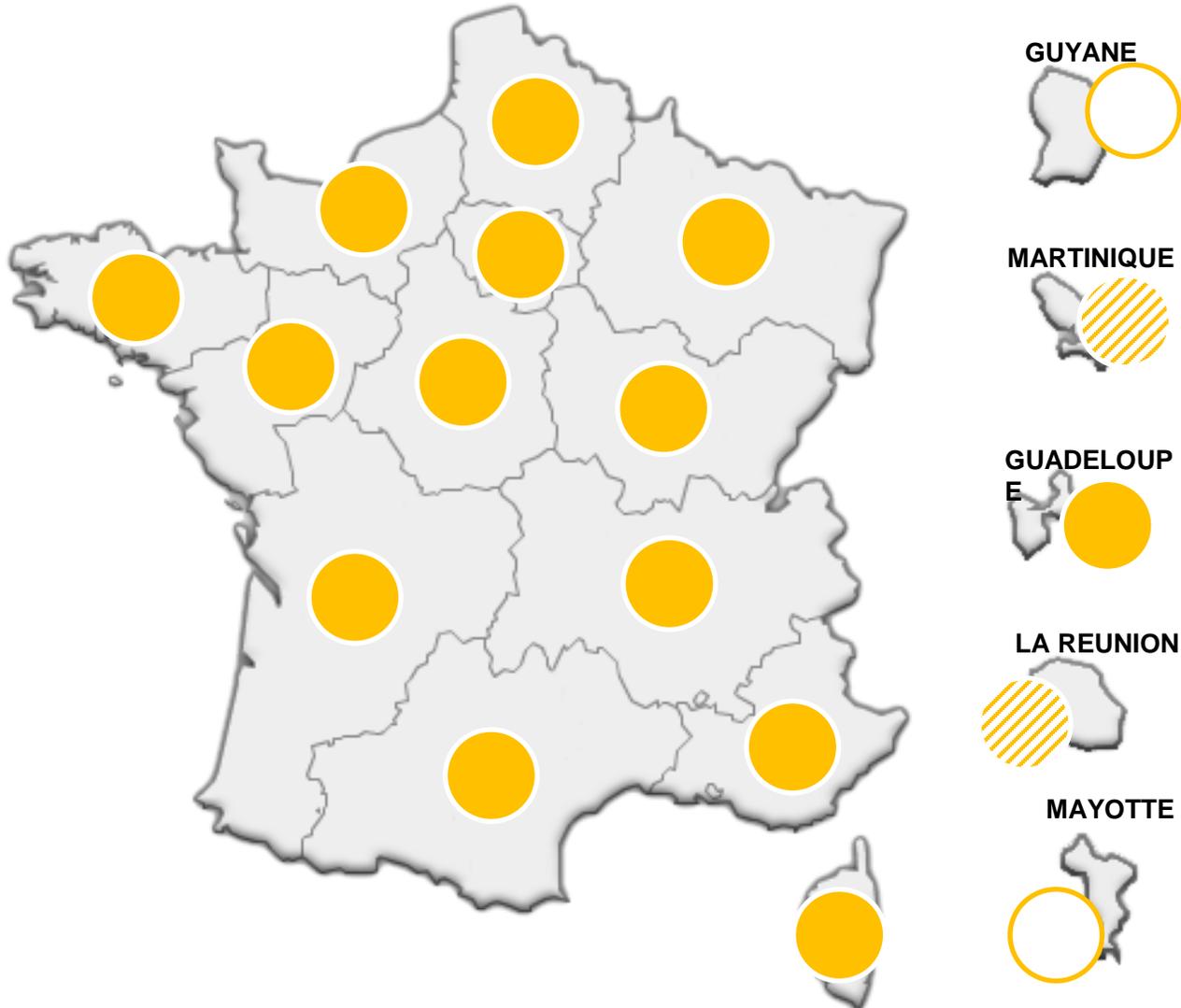
Vision systémique : croiser le technique et le socio ; le savoir-être est au moins aussi important que le savoir-faire.

Que sont les observatoires régionaux de l'environnement ?

Les observatoires environnementaux sont des dispositifs partenariaux mise en place à l'échelon régional par les pouvoirs publics.

Ils sont destinés à centraliser, produire et transmettre une donnée de référence, fiable et cohérente dans le temps, pour le compte des pouvoirs publics, pour les aider dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques territoriales de transition écologique et énergétique.

Observatoires régionaux des DECHETS et de l'Economie circulaire



16 observatoires régionaux

dont 14 membres du RARE au 1^{er}
janvier 2024

-  Observatoire établi, membre du RARE
-  Observatoire établi, non membre du RARE
-  Pas d'observatoire, ou observatoire en préfiguration

Les activités du GT « ORDEC » du RARE

21 mars – Biomasse
Normandie

Les déchets du
bois : une
ressource
convoitée !

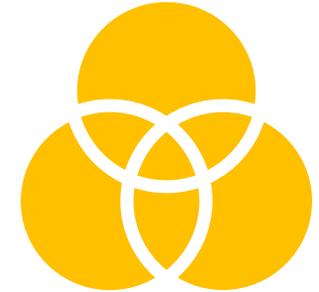
13 juin – ODEMA
Hauts de France

Dispositif
locaux
d'observation
des déchets &
de la matière

26 novembre –
ORD&EC Région
Sud

La
caractérisation
des déchets

PROGRAMME ANNUEL DE WEBINAIRES GRAND PUBLIC



BENCHMARK DES ORD



BOUQUET D'INDICATEURS
COMMUNS



MONTEE EN COMPETENCES
Formations techniques



COMITE NATIONAL
OBSERVATION EcoCi



Vos prochains
événements



3 rendez-vous thématiques annuels

- Sur des sujets d'expertise des observatoires
- Un éclairage du point de vue de la donnée territoriale
- Sur les enjeux qui touchent nos territoires

2023 : retrouvez les replays sur le site web du RARE www.rare.fr :

- Les déchets d'activités économiques : comment les quantifier ?
- Les déchets du tourisme : mieux les connaître pour mieux les gérer
- Les dépôts illégaux de déchets : les identifier et intervenir

Les rencontres

RED# :

au croisement de

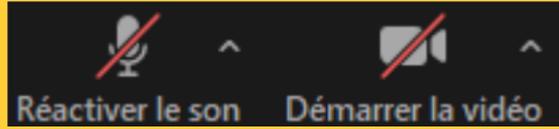
l'observation et du

terrain

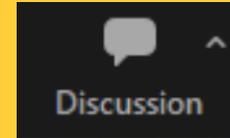


Avec le soutien de l'ADEME

Quelques règles d'utilisation de TEAMS



- **Merci de garder vos micros et caméras désactivés**



- **N'hésitez pas à poser toutes vos questions dans le tchat, des temps de réponses sont prévus**

- Si vous rencontrez des problèmes techniques (connexion, pas de son, etc.), n'hésitez pas à contacter notre correspondant au 07.66.67.66.79 ou par mail via communication@rare.fr afin de trouver une solution.



Cerdd : le centre ressource du développement durable



⑩ Observation : du climat et déchets-matières



- ⑩ Mission d'outillage et d'accompagnement des acteurs désireux d'accélérer les transitions : énergétique, alimentaire, économique, démocratique, déchets-matières, ...
- ⑩ Animation de réseaux (ex : réseau des AmbassadeursDD) et production de ressources





Rappel programme webinaire

14h30 – 14h40	Présentation du RARE et des Observatoires	RARE, Nadège AUSTIN Odema, Ariane PONS
Séquence 1 : Comment connaitre son métabolisme territorial ?		
14h40 – 15h00	Etat des lieux des métabolismes en France et zoom sur l'étude menée par l'Observatoire Centre-Val de Loire	Institut Paris région, Martial VIALLEIX Région Centre-Valde Loire, laure CARRERE
15h00 – 15h20	Présentation étude de planification et programmation matière (E2PM)	ADEME HdF, Marie TISON SCoT Grand Douaisis, Marielle DIVAY
Temps questions/réponses		
Séquence 2 : L'observation territoriale des déchets : une source pour la création de dynamiques locales		
15h30 -15h50	Présentation démarche ConcerTO autour de la matière organique	Région Pays de la Loire, Héloïse EVEN Observatoire TEO, Pauline GUITTON
15h50 – 16h10	Présentation de l'EIT sur le territoire Sarrebourg Moselle Sud autour de la filière du textile	CC Sarrebourg Moselle Sud, Andy KIMENAU-FETTER
Temps questions/réponses		
16h25 – 16h30	Conclusions	Odema, Ariane PONS

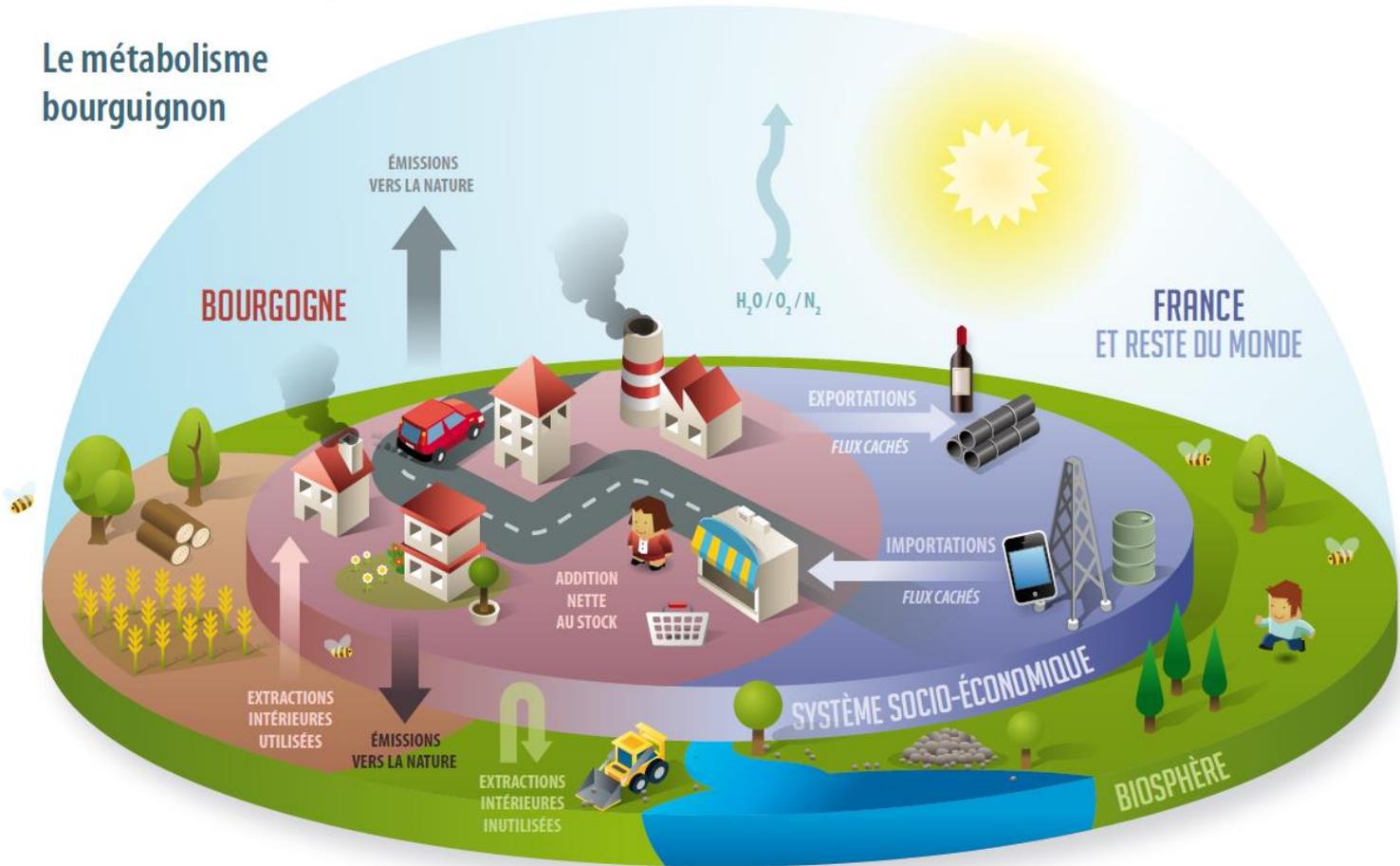


Les territoires explorent leur métabolisme

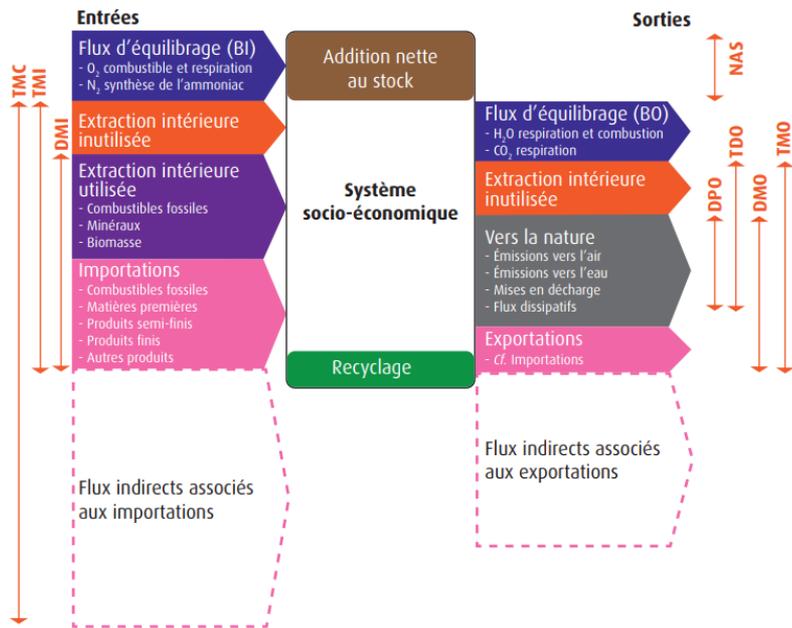
*Dynamique et perspectives pour les
études de métabolisme territorial*

De l'intérêt d'étudier les flux de matières, d'énergie et les déchets

Le métabolisme bourguignon

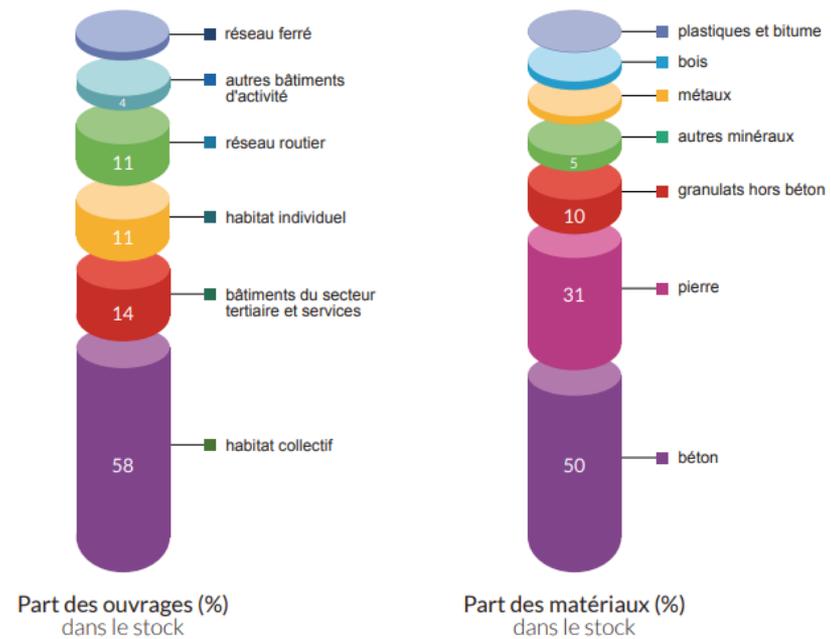


Étudier le métabolisme territorial, c'est :



Approches « descendantes »

Source : Citésources-MGP (2022)

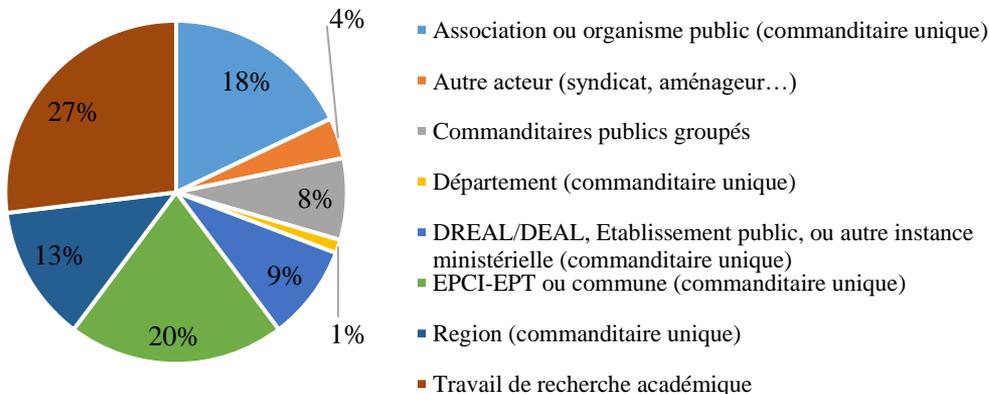


Approches « ascendantes »

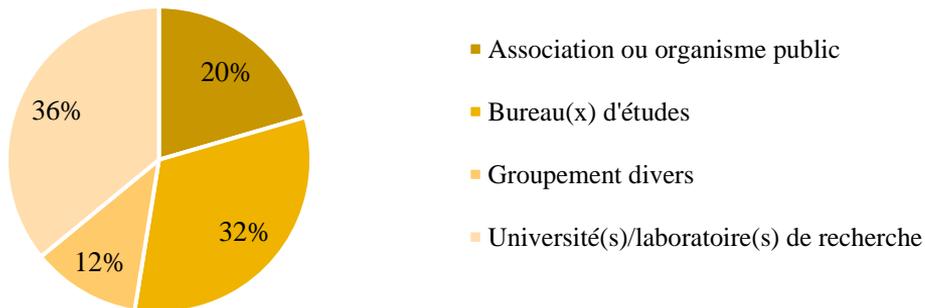
Le métabolisme territorial : un terrain d'études, un objet des politiques publiques ?

Chiffres provisoires (actualisation en cours)

Commanditaires des études selon leur nature



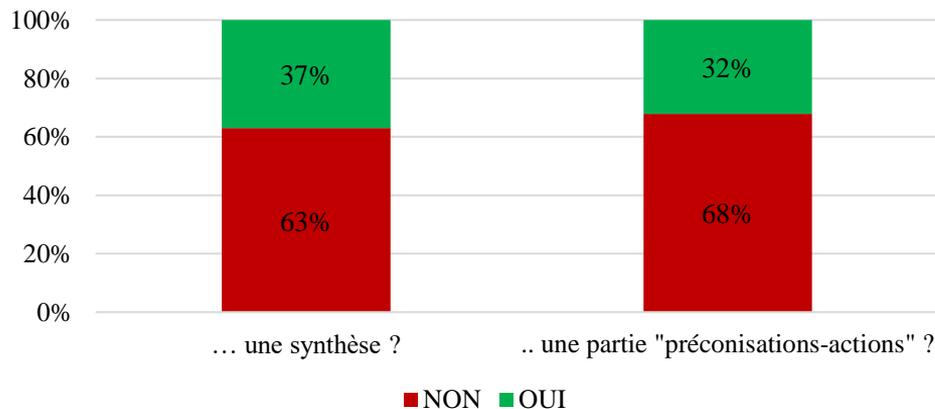
Prestataires des études selon leur nature



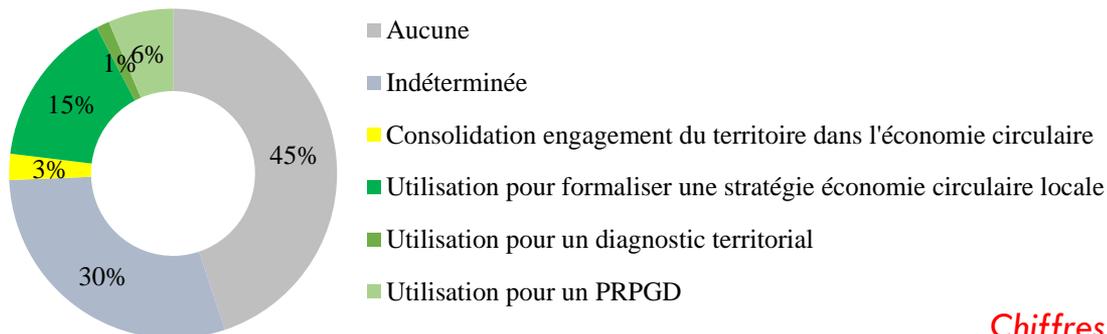
- Des commanditaires diversifiés, mais rarement groupés
- Des prestataires eux-aussi divers, mais les groupements (au-delà des bureaux d'études) de nature sont rares

Quelques questions (pour ce webinar, et pour la suite!)

Les études comportent-elles...



Quel usage des études de métabolisme territorial ?



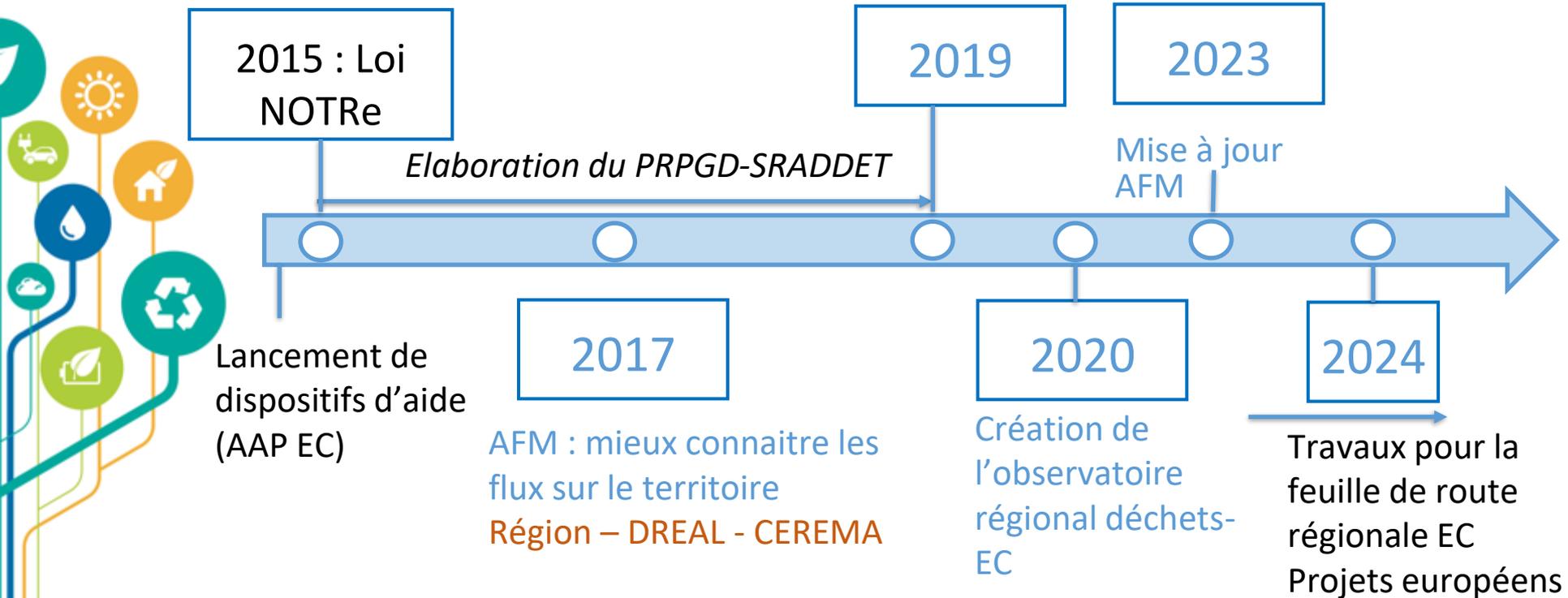
- ➔ Quelle stratégie de communication et pédagogie ?
- ➔ Pilotage partenarial : une nécessité ?
- ➔ Etudier et orienter l'action ?
- ➔ Qui pilote quoi, quand, et pourquoi faire ?

Présentation de la région Centre-Val de Loire



- 6 départements
- 6e région de France métropolitaine en superficie
- 2 métropoles de plus de 400 000 habitants
- Environ 2,5 millions d'habitants, soit la 12e région française en nombre d'habitants
- Axe ligérien
- 6 régions frontalières
- 1 heure au sud de Paris

Origine des travaux pour l'analyse des flux de matières



Pourquoi faire une analyse de flux de matières

Comprendre

ce qu'un territoire prélève, importe, transforme, consomme, rejette et exporte en matières

Comprendre

le fonctionnement physique du territoire, son interaction avec le reste du monde et ses ressources naturelles

Produire

des indicateurs intégrés sur la consommation des ressources territoriales

=> Prise de conscience des flux
aide à la décision publique

=> identification de filières

Méthodologie
Eurostat



Principaux enseignements de l'AFM en 2017

Un territoire productif
qui joue un rôle
d'approvisionnement
pour les autres régions

Auto-suffisance pour
les matériaux de
construction et les
produits agricoles

Un déficit de
transformation des
ressources extraites
localement

Dépendance pour des
ressources types
combustibles, minerais,
produits finis

Un territoire de transit
(imports=exports) qui
explique la forte
proportion d'émission
de CO₂

Des déchets qui
voyagent

Des ressources sous-
utilisées

AFM : une mine d'informations qu'il faut savoir/pouvoir exploiter

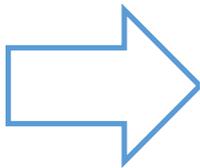
Une carte
d'identité du
territoire

Des
enseignements
socle



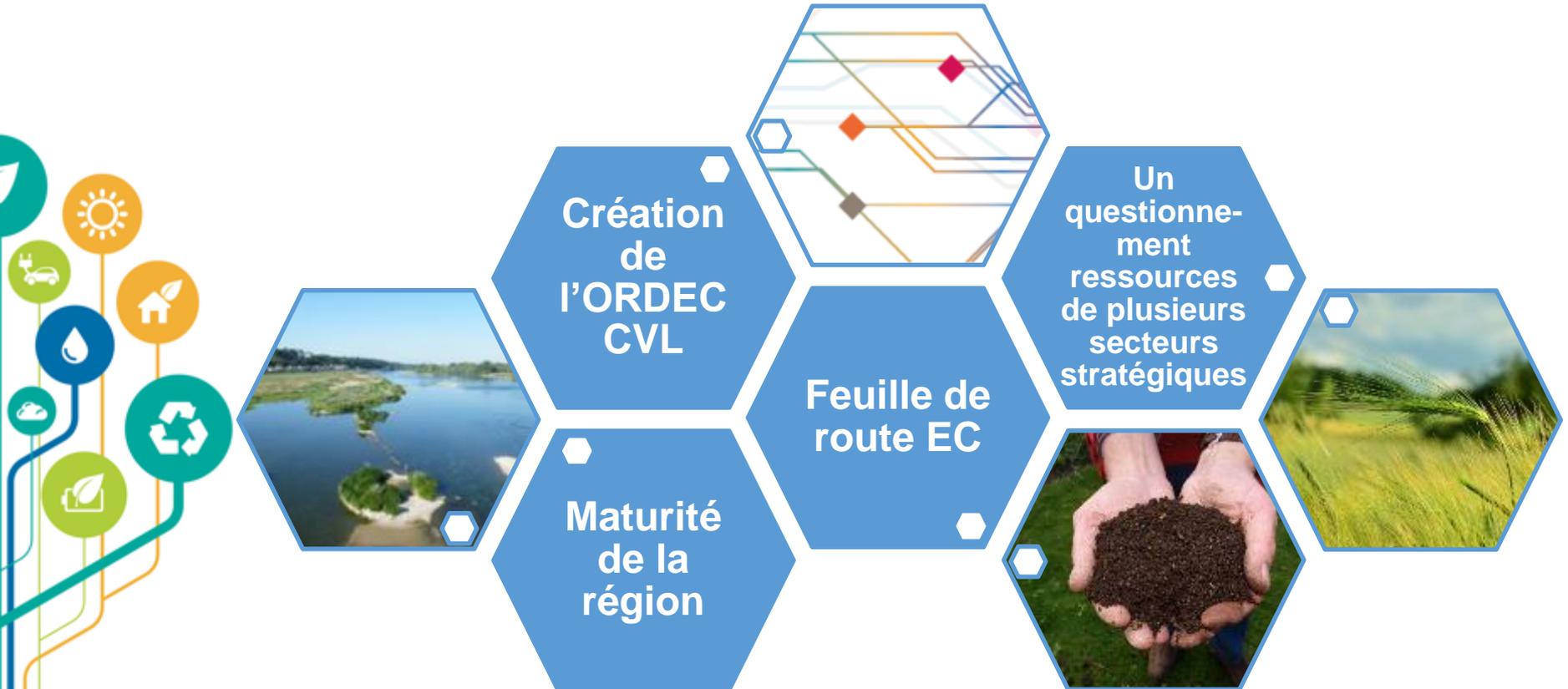
Une actualité
réglementaire
chargée

Une action se
situant dans
l'immédiateté



Une difficulté à aller vers la réflexion stratégique
et à exploiter correctement les résultats

Pourquoi relancer une AFM en 2023 : un contexte favorable



Objectifs de la nouvelle enquête

Comparer sur un même territoire l'évolution des indicateurs de flux de matières entre 2014 et 2021

Identifier les principaux facteurs d'évolution du territoire entre 2014 et 2021

AFM 2023

Nourrir la future feuille de route économie circulaire

S'inscrit dans une vision européenne des projets régionaux



Laure Carrère

06.72.87.99.04

laure.carrere@centrevaldeloire.fr



Partie 1 : Comment connaître son métabolisme territorial ?

Intervenantes :

- **Marie Tison**, coordinatrice du pôle Economie Circulaire à l'ADEME Hauts-de-France
- **Marielle Divay**, directrice du SCoT Grand Douaisis





Retour d'expérience de l'étude de planification et de programmation « matières » territoriale (E2PM) *ADEME – SCOT Grand Douaisis*

13 juin 2024

Marie TISON – ADEME Hauts-de-France

Marielle DIVAY – SCOT Grand-Douaisis

- ✓ Raréfaction des ressources
- ✓ Augmentation de la population et des besoins
- ✓ Mode de production et consommation non durable
- ✓ Des épisodes de crises (et d'autres à venir) qui ont montré la fragilité de nos territoires

Pourquoi une E2PM ?

- ✓ L'E2PM doit permettre aux territoires de définir une feuille de route de transition écologique : passer d'un modèle où le territoire est massivement dépendant d'importation de ressources naturelles (renouvelables ou non), de biens manufacturés et de marchés de ventes lointains à un modèle limitant la dépendance, ou du moins tendant vers une recherche d'un usage optimal de ses propres potentiels sur certains secteurs identifiés comme majeurs et stratégiques par le territoire lui-même.
- ✓ Les notions de résilience, d'autonomie, de proximité et d'utilité peuvent apparaître ici comme les maîtres-mots.

Exemples de questionnements auxquels l'E2PM peut répondre :

- ✓ *En cas de crise grave, de réduction des transports, quel est le niveau d'autonomie de notre territoire pour continuer à fonctionner ?*
- ✓ *Quels sont les potentiels d'économies de ressources (sobriété et efficacité dans leur utilisation) ?*
- ✓ *Quelles sont les ressources aujourd'hui importées qu'il est possible de substituer aisément par une production locale ou un recyclage local en menant une politique adaptée ?*

Méthodologie

Étapes Clés d'une E2PM

Phase 1 ETAT DES LIEUX	Phase 2 SCENARIOS	Phase 3 STRATEGIE ET PLAN D'ACTIONS
<ul style="list-style-type: none"> - Bilans des matières : importées, produites, consommées, exportées à l'échelle du territoire - Cartographie des flux matières et des acteurs - Recensement des potentiels endogènes et des synergies mises en place sur le territoire 	<ul style="list-style-type: none"> - Recensement des stratégies / feuilles de route locales - Projections des actions d'économies de ressources (sobriété et efficacité) - Projections des gisements locaux exploitables en matière de production et de recyclage - Cartographie des futures dynamiques de flux et modes d'organisation 	<ul style="list-style-type: none"> - Scénario à horizon 2050 Stratégie ressources matières partagée et validée par les acteurs du territoire - Plan d'actions pluriannuel pour le scénario choisi - Définition et mise en place d'indicateurs et méthode de suivi - Définition d'une méthode d'évaluation



A laquelle on ajoute une solide **gouvernance** et on prévoit un dispositif **d'évaluation**

Pas de diagnostic sans un état des lieux initial qui ne peut se faire sans donnée...

Pas d'évaluation des politiques mises en place sans faire appel à la donnée !

La donnée doit permettre :

- ✓ Une compréhension approfondie du territoire en identifiant les forces, faiblesses, opportunités et menaces du territoire par exemple.
- ✓ De cibler les enjeux et les priorités auxquels il faut répondre
- ✓ D'élaborer des stratégies adaptées au regards des enjeux et priorités
- ✓ D'évaluer l'efficacité des politiques mises en place dans le cadre de la stratégie
- ✓ D'impliquer les acteurs du territoire lors d'atelier « ouverts » leur présentant la situation, les enjeux et la stratégie mise en place.

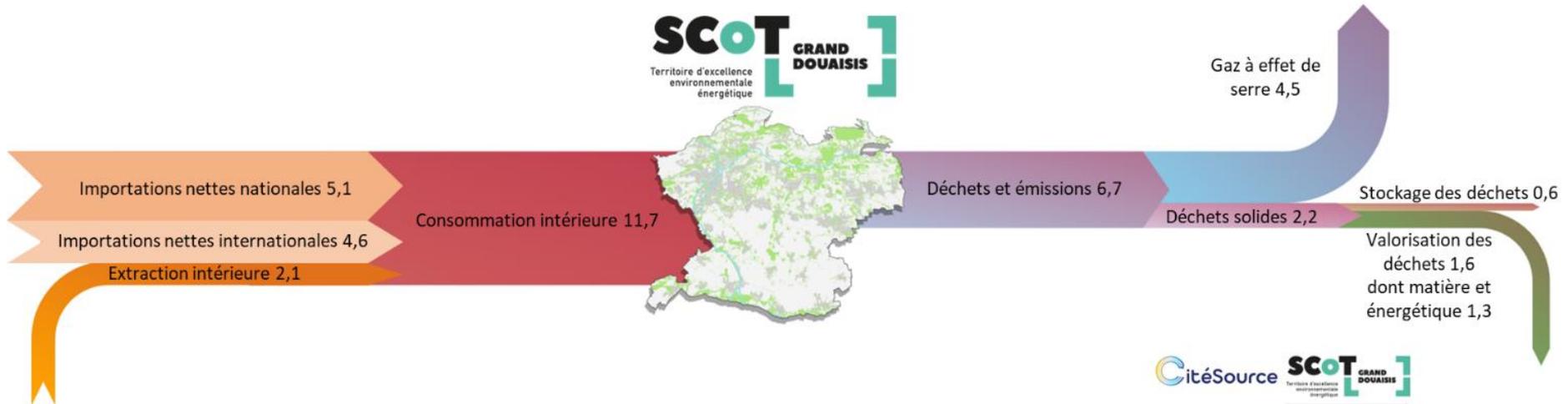
- Le territoire
- La structure

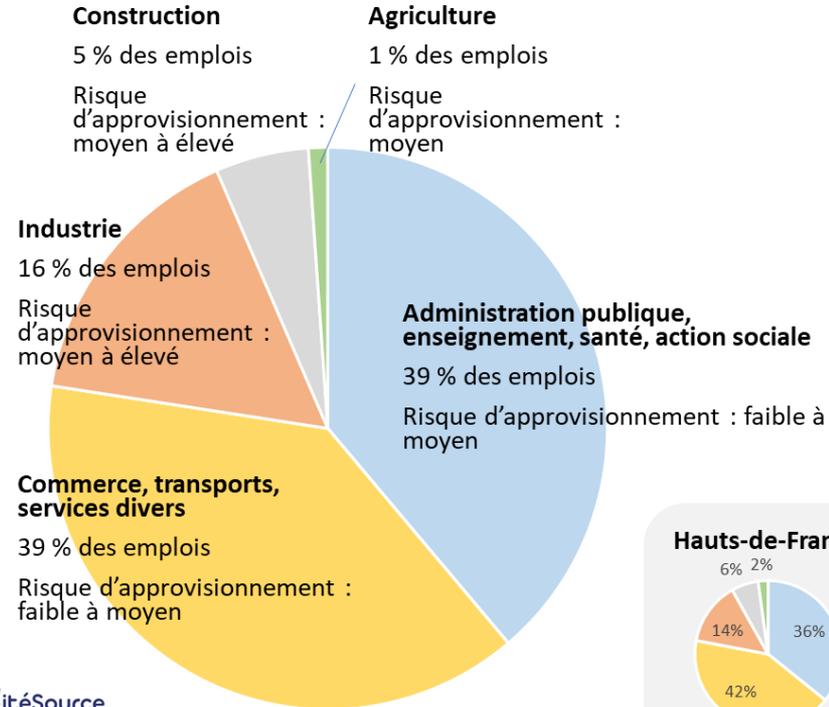


Phase 1 : Diagnostic

Etude des flux et des ressources locales :

- Bilan ou comptabilité de tous les flux matières (Eurostat-CGDD)
- Modélisation de 3 flux de matières à enjeux

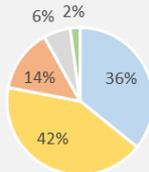




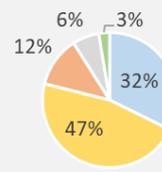
Phase 1 : Diagnostic

- Etude analyse de spécialisation sectorielle
- Réalisation d'entretiens complémentaires auprès de 9 entreprises locales

Hauts-de-France



France



Phase 1 : les enseignements clés du diagnostic

Consommation de matières par habitant (\approx consommation intérieure) : 11,7 t/habitant

- **3 principales matières** consommées : matériaux de construction, aliments et combustibles
- Une **forte activité agricole** qui pourrait couvrir la consommation de fruits et légumes du territoire, polyculture favorable en cas d'aléas des marchés agricoles
- Des **déchets provenant pour $\frac{3}{4}$ d'activités économiques** (principalement de chantiers du BTP)
- Des **déchets dont les $\frac{2}{3}$ font l'objet d'une valorisation**, part en croissance notamment avec le fort développement d'activités de méthanisation des déchets organiques
- **Environ 80 % de la demande locale du SCOT Grand Douaisis ne trouve pas de réponse locale**

Phase 2 : élaboration de scénarios

Scénario 1 – tendanciel	Scénario 2 – intermédiaire	Scénario 3 – ambitieux
<p>Les habitudes de consommations évoluent faiblement et le territoire ne dispose toujours pas de planification matière.</p> <p>Le territoire perd en attractivité et la dépendance aux importations reste identique à 2018.</p> <p>Le territoire continue d'importer une partie importante de ses matières premières agricoles, industrielles et de construction.</p>	<p>Une planification et programmation matière a été élaborée mais peine à être pleinement déployée.</p> <p>Le territoire gagne lentement en sobriété mais reste dépendant aux importations de matières premières.</p> <p>Les actions engagées ont commencé à porter leurs fruits mais le territoire est vulnérable face aux chocs externes.</p>	<p>Les habitudes de consommations évoluent fortement et le territoire dispose une planification matières ambitieuse et soutenue par les acteurs du Grand Douaisis.</p> <p>Le territoire du Grand Douaisis devient sobre et résilient.</p> <p>Le territoire est devenu plus attractif. La production locale augmente et est orientée vers la consommation locale.</p>

Phase 3 : stratégie et plan d'actions

Axe 1 : Adopter un mode de vie plus sobre, local et partagé	Axe 2 : Relocaliser et réorienter la production à destination de la consommation locale	Axe 3 : Réutiliser, réparer et valoriser les matières pour limiter la dépendance aux importations
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Accompagner le secteur agricole dans sa transition agroécologique ▪ Optimiser les process de production et usages pour limiter la consommation en énergie ▪ Renforcer les actions de rénovation durable des logements (Action 1) ▪ Déployer une expérimentation d'un habitat partagé ▪ Encourager le tri systématique des déchets 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Consommer des produits alimentaires locaux ▪ Relocaliser les achats de matières premières (Action 2) ▪ Créer une plateforme de stockage bois-énergie (Action 3) ▪ Développer le modèle de l'économie de la fonctionnalité et de la coopération 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Consolider la filière valorisation des biodéchets ▪ Réaliser une étude de flux centrée sur les matériaux/déchets de chantiers (Action 4) ▪ Créer et animer une plateforme en ligne besoins-ressources (Action 5) ▪ Créer un poste de coordinateur réemploi ▪ Optimiser le stockage et la collecte des déchets des entreprises (Action 6) ▪ Augmenter la capacité de tri et recyclage du territoire ▪ Soutenir le développement des ressourceries/recycleries ▪ Installer des activités mobilisant des co-produits ou déchets issus de l'industrie (Action 7)
<p>Actions transversales, supports</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Organiser des Trophées de l'Economie Circulaire (Action 8) ▪ Former les acteurs du BTP à l'optimisation des ressources (Action 9) ▪ Activer le levier de la commande publique (Action 10) 	

RENFORCER LES ACTIONS DE RENOVATION DURABLE DES LOGEMENTS

Éléments de contexte :

Les matériaux de construction représentent l'essentiel des matières premières consommées et des déchets produits à l'échelle du Grand Douaisis. Beaucoup de rénovations de bâtiments impliquent l'utilisation de matières premières telles que la laine de roche ou de verre. Les opérations mobilisant des matériaux locaux et biosourcés, réemployés ou ne nécessitant pas de démolition permettent à l'inverse d'économiser d'importantes quantités de matières premières d'origine fossile.

Amplifier la rénovation durable des logements aiderait donc le Grand Douaisis à réduire sa dépendance en matières premières. Cette action bénéficie du contexte réglementaire et de l'interdiction au niveau national de la location des logements avec une forte consommation d'énergie à partir du 1^{er} janvier 2023 (lorsque la consommation estimée par le DPE et exprimée en énergie finale par mètre carré et par an, est supérieure à 450 kWh/m²).

Description de l'action :

L'action a pour objectif d'accroître le nombre d'opérations de rénovation durable, sans démolition et mobilisant des matériaux locaux, biosourcés ou issus du réemploi. Elle consiste à s'appuyer sur les bailleurs sociaux et maîtres d'ouvrage privés du Grand Douaisis afin qu'ils privilégient ce type d'opération. Pour faire évoluer les pratiques, un cadre est nécessaire et doit être élaboré de manière collégiale et volontariste, sur la base d'exigences en termes d'optimisation des ressources sur les rénovations de logements.

Mise en œuvre opérationnelle :

- Identifier les maîtres d'ouvrage publics et privés et quantifier le nombre d'opérations ;
- Recenser les projets de rénovation énergétique à venir en s'appuyant notamment sur les données des bailleurs et des communes ;
- Elaborer une charte de la rénovation durable et circulaire des logements ;
- Animer la charte auprès des maîtres d'ouvrages, propriétaires privés et bailleurs sociaux afin de favoriser les opérations de réno via la diffusion d'informations sur les aides potentielles.

Porteurs de l'action :

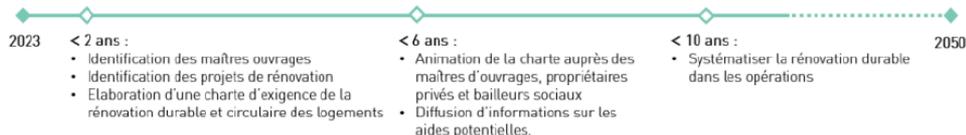
Cœur d'Ostrevent, Douaisis Aaqlo
SCOT Grand Douaisis

Acteurs à mobiliser et partenaires (liste non exhaustive) :

Communes, Département, Etat, Banque des territoires
Bailleurs sociaux, maîtres d'ouvrages et propriétaires privés, URH, Gestionnaires de copropriétés
CD2E, Action Logement, Team2, EPF, CEREMA, PNR Scarpe Escaut
Mission Bassin Minier, FFB Hauts-de-France, CAPEB, Ordre des architectes

Secteurs d'a

Calendrier :



Moyens humains à mobiliser :

Importants : Recensement acquisition des données, élaboration et animation de la charte

Moyens financiers à consacrer :

de : 10 000€ - 50 000€

Prérequis et conditions de mise en œuvre de l'action :

- Identifier et convaincre les maîtres d'ouvrages locaux de favoriser la rénovation durable
- Développer de nouvelles compétences pour les acteurs locaux
- Favoriser l'ingénierie et de la montée en compétence pour les porteurs d'actions

Risques, difficultés et points de vigilance :

- Pénurie de main d'œuvre dans le secteur du BTP

Contribution de l'action à l'atteinte des objectifs de la stratégie matière :

Flux de matières :

- Renforcer les opérations de rénovation durable (conduisant à moins d'opération de construction et de démolition et limitant l'étalement urbain, associées à une utilisation de matériaux biosourcés), permettra de réduire à la fois la consommation de matériaux de construction et la production de déchets de chantiers d'ici 2050.

Economie territoriale et société :

- Développement de nouvelles filières et savoirs-faires

Environnement et capital naturel :

- Lutte contre l'artificialisation et préservation des espaces naturels

Autres effets :

- Valorisation du patrimoine existant et amélioration du cadre de vie

Indicateurs de suivi et évaluation :

- Nombre de maîtres d'ouvrage accompagnés
- Nombre de logements rénovés durablement chaque année
- Nombre de maîtres d'ouvrage signataires de la charte

Articulation avec le PCAET et les autres actions de l'E2PM :

Cette action fait écho à l'action « Promouvoir l'éco rénovation et l'usage des éco-matériaux » [1.2.2] du PCAET et devra être articulée avec les actions n°4 « Réaliser une étude de flux centrée sur les matériaux/déchets de chantiers » et n°9 « Former les acteurs du BTP à l'optimisation des ressources » de l'E2PM.

- ✓ Travail en interservices quand cela est possible
- ✓ Prévoir 18 mois pour être conforme dans l'étude (au-delà du temps d'accès aux données, ne pas sous-estimer le temps d'appropriation interne nécessaire)
- ✓ Ne pas sous-dimensionner le nombre de rencontres / interviews des acteurs du terrain , ni le nombre de fiches actions en phase 3
- ✓ Partager le portage des actions à mettre en place
- ✓ Assurer de la cohérence entre les 3 phases (car ce n'est pas forcément le même BE qui fait le diagnostic et les phases suivantes)

Merci pour votre attention

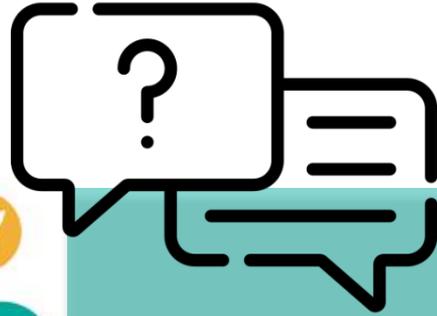
SCOT Grand Douaisis

Marielle DIVAY / mdivay@grand-douaisis.org

ADEME – Direction régionale Hauts-de-France

Moïse LEFRANC / moise.lefranc@ademe.fr





Questions / Réponses



Partie 2 : L'observation territoriale des déchets : une source pour la création de dynamiques locales

Intervenantes :

- **Héloïse Even**, chargée de programme biodéchets – biomasse – économie circulaire au Conseil régional Pays de la Loire
- **Pauline Guitton**, chargée de projets déchets ménagers et assimilés à l'Observatoire TEO



Pour les Pays de la Loire, **ConcerTO** facilitera :

- l'atteinte des objectifs de **l'économie circulaire**,
- la généralisation du **tri à la source** des biodéchets.

Les résultats attendus :

- Partager collectivement une vision du territoire et de ses enjeux et définir **les problématiques de travail prioritaires**
- S'appuyer sur l'expérience de territoires-témoins pour **construire une réponse collective opérationnelle**
- En tirer une vision régionale et **son plan d'actions** bénéficiant à **tous les acteurs du territoire**

*Indicateurs
volet
#biodéchets
PRPGD?*

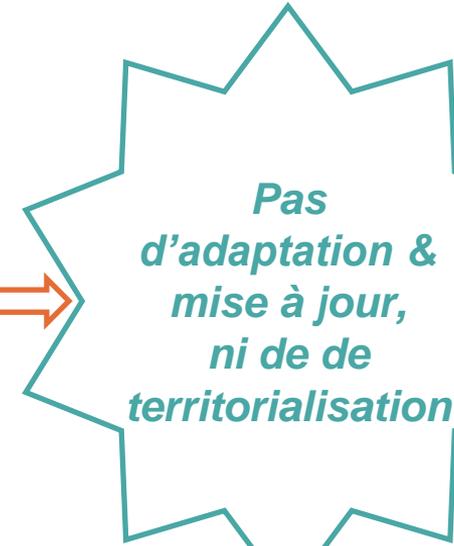
*Nourrir
réflexion
observatoire
#ressources?*

Déroulé

1&2 - Ouverture puis priorisation des problématiques

- OBJECTIFS

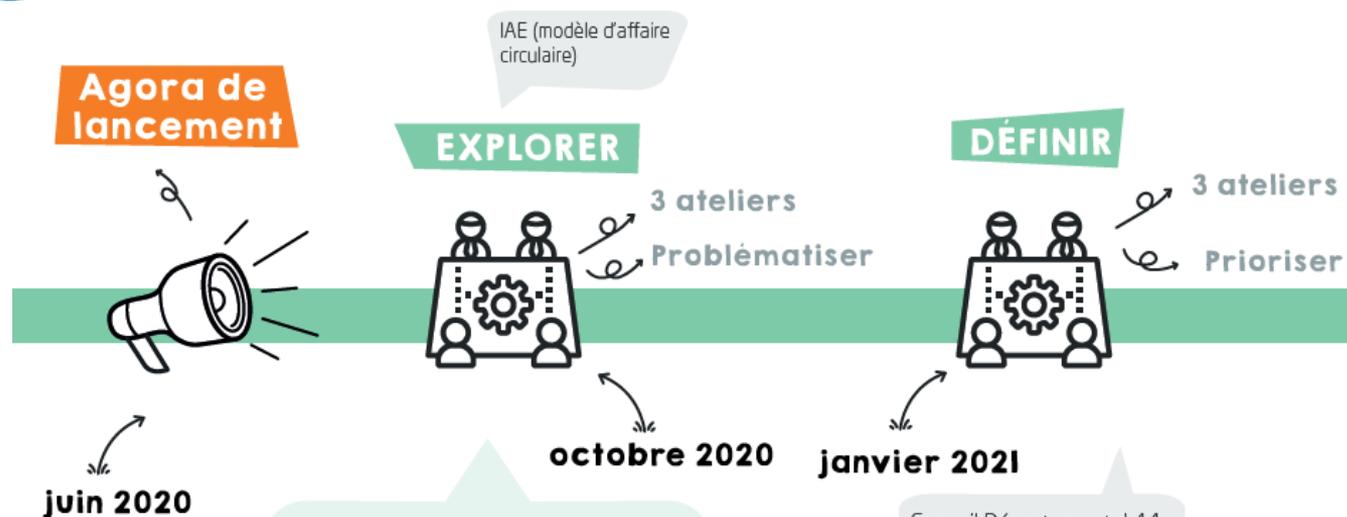
- Lancer une dynamique de groupe,
- Partager une vision du territoire et les enjeux sur le territoire,
- Identifier les sujets de travail potentiels
- Définir collectivement les problématiques à traiter en priorité
- Partager les expériences (pitches) - "interconnaissances" et "montée en compétences"



Inspiré de la
démarche
« centrée usager »
en double diamant

Déroulé

1&2 - Ouverture puis priorisation des problématiques



Et si...

- ... on priorisait les usages de la matière organique ?
- ... on adoptait des modèles d'affaire circulaires ?
- ... on faisait évoluer la gestion existante de la matière organique ?

Conseil Départemental 44,
Trivalis, Chambre d'Agriculture,
Halte du cœur, Ile d'Yeu, AILE

3 - Choix des problématiques

Définition des problématiques...
 Comment pourrions-nous...?

**Agora
intermédiaire**



+ webinar
de portée
à connaissance

avril 2021

Lycées, ACR+, AC3A, ADEME
 EPIC, SMCNA, Composit in
 Situ

Quelles priorités d'usage pour
la matière organique ?

Quelles évolutions pour la
gestion existante de la matière
organique ?

1. Comment pourrions-nous accompagner le changement des pratiques des usagers vers une gestion de proximité des végétaux aux échelles individuelles et collectives ?
2. Comment pourrions-nous valoriser les matières organiques de nos territoires pour des sols vivants et fertiles, en fédérant tous les acteurs ?
3. Comment pourrions-nous convaincre les acteurs de la collecte et du traitement à développer le tri à la source pour favoriser le passage de l'idée à l'action ?
4. Comment la gestion complémentaire des biodéchets et des boues d'assainissement peut-elle favoriser le retour au sol en boucle locale des flux de matière organique du territoire ?



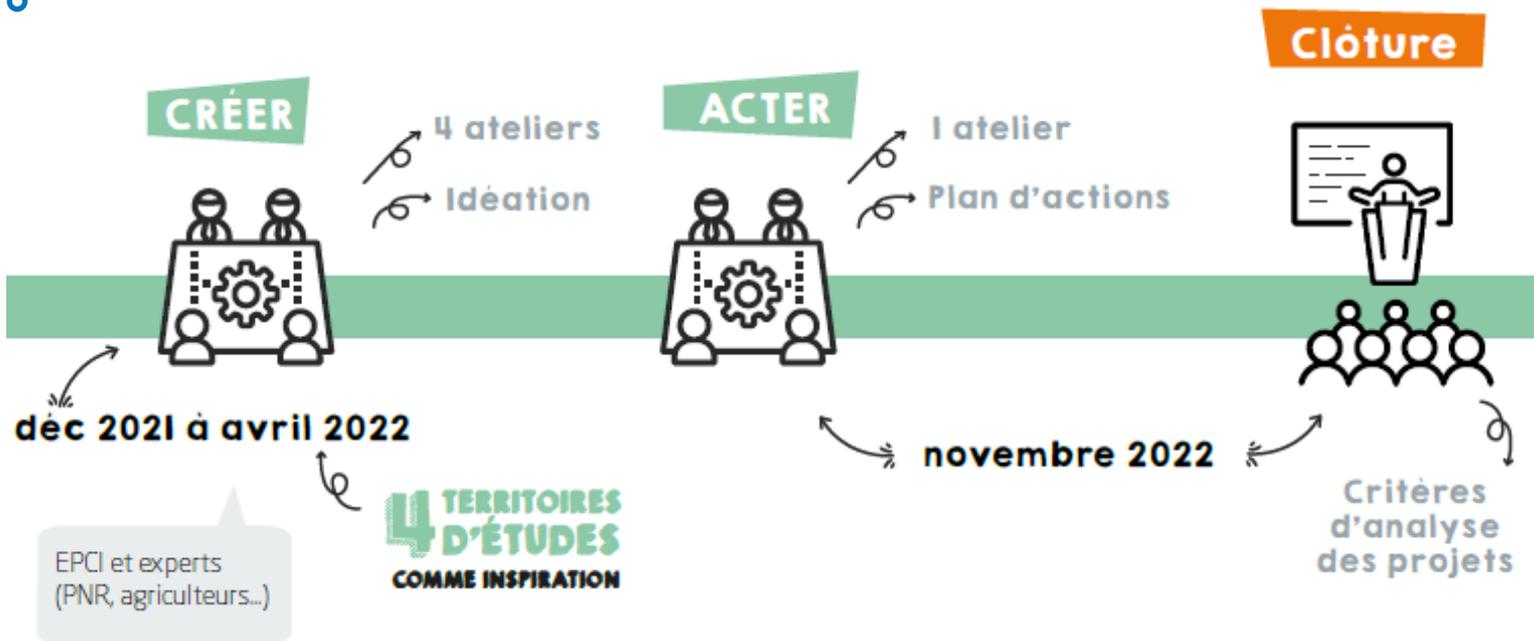
Déroulé 4&5 – Idéation et actions

- **OBJECTIFS**
- Approfondir la réflexion sur les sujets prioritaires en **s'appuyant sur des territoires-témoins volontaires**
- Double réflexion :
 - Prendre l'exemple concret et l'expérience de ces territoires témoins pour répondre à la problématique ConcerTO et construire un projet / une expérimentation opérationnelle.



Inspiré de la
démarche
« centrée usager »
en double diamant

Déroulé 4&5 – Idéation et actions





- ☑ Le portage politique est indispensable pour mener à bien les projets dans la durée. La gouvernance doit être définie et concertée. Le point de départ est l'exemplarité des porteurs politiques. Pour cela leur montée en compétence et l'accompagnement sont importants en s'appuyant sur des retours d'expérience.
- ☑ Se faire accompagner en tant que collectivité dans le portage de leur plan d'actions via un appui technique et stratégique, et un soutien sur la méthode à mettre en place.
- ☑ Impulser des synergies entre toutes les parties prenantes (aidé par un portage solide).
- ☑ Proposer un plan d'actions qui s'appuie sur les ressources disponibles et les compétences de chacun.

Plan actions

*Les #critères
d'un « bon »
projet de
gestion
concertée de
la MO*

Quels sont les critères de choix pour un projet collectif, multi-acteurs sur le territoire de Pays de la Loire ?

RÉFLECTIR ET AGIR



- ☑ Réaliser un diagnostic de territoire avec un état des lieux et un schéma des flux.
- ☑ Mettre en place des actions qui s'appuient sur les ressources disponibles et un planning réaliste, un plan de financement, des critères sociaux, environnementaux et économiques.
- ☑ Assurer des moyens humains et techniques nécessaires.
- ☑ Structurer et accompagner le maillage des acteurs du territoire.

En quoi le projet sera une réussite et serait sélectionné parmi d'autres ?

COMMUNIQUER



- ☑ Communiquer et sensibiliser de manière positive sur la boucle locale de la matière organique.
- ☑ Changer la sémantique, parler de ressources au lieu de déchets.



Critères → AAP « Projet concerté des acteurs de la matière organique »

- ⑩ **Nantes Métropole (44)** "Tests d'épandage de produits issus des biodéchets sur les terres agricoles du territoire visant une gestion locale de la matière organique adaptée aux besoins agricoles"
- ⑩ **Sycodem (syndicat collecte 85)** – « Matière organique, usages et acteurs (approche par les « communs » » ;
- ⑩ **REFLEX assoc Loire et sèvre** **ET APRÈS ?** **SCÉNARISER, EXPÉRIMENTER** Des projets de gestion de la matière organique, concertés, collectifs et ancrés localement dans les territoires. NA et
- ⑩ **Angers Loire Communauté (49)** - « Concertation agricole et citoyennes sur l'intérêt pour les produits organiques issus du territoire.
- ⑩ **Mauges Communauté (49)** – « Étude qualitative et quantitative sur l'intérêt des agriculteurs pour les MAFOR de la collectivité »
- ⑩ **Ardvina(72)** - Composter à la futaie. Valoriser la matière organique sur les jardins de Vaujoubert avec les salariés en insertion et encadrants.



Une forme de bilan ...

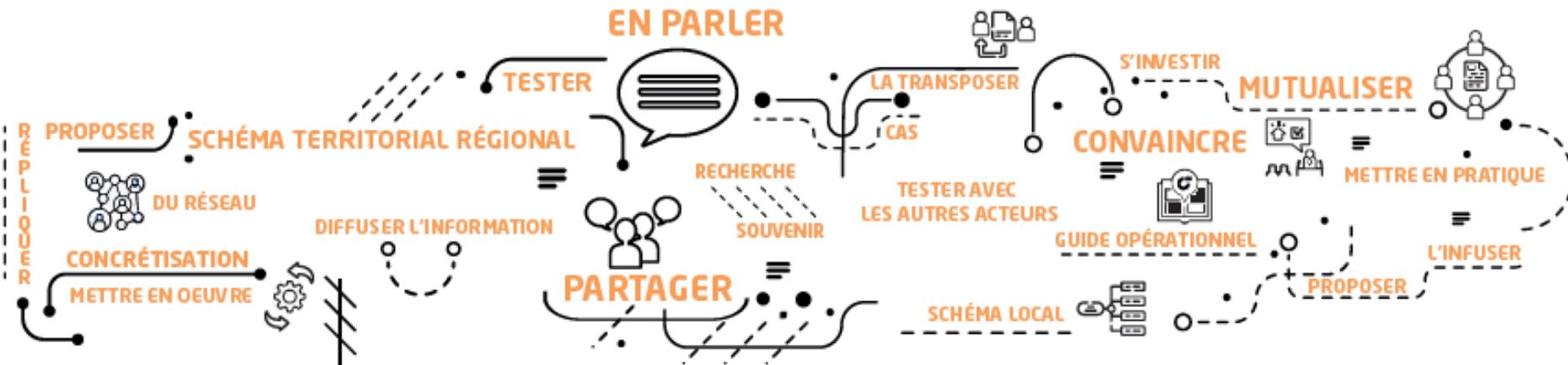
150 participants
 Services de l'État, consulaires, territoires, associations, entreprises dont start-up, gestionnaires déchets...

4 problématiques retenues
 8 thèmes prioritaires

4 territoires d'étude
 Communautés de communes et syndicats

30 mois de co-construction

Les participants : qu'allez-vous faire de cette démarche ?



Les gains de la concertation

- **Lieu de partage et d'échanges, connaissance du territoire et de ses acteurs**
 - Partager ses connaissances et son expérience (journées acteurs, visites de terrain, témoignages d'acteurs), connaissance des métiers divers
 - Convivialité des visites, réunions sur le terrain
- **Lieu d'écoute**
 - Entendre le point de vue de chacun, créer du lien social
 - Se situer avec les autres acteurs, organiser des petites synergies locales
 - Mise en réseau
- **Lieu d'apprentissage**
 - Montées en compétence
- **Lieu de centralisation de l'information**
 - Comptes-rendus





... On poursuit l'idéation

Ex. Journée des acteurs de la matière organique 26 mars 2024

⑩1 table ronde

⑩6 ateliers dont « **Quelles sont les données nécessaires pour passer à l'action ? Panorama des données disponibles et échange sur les besoins** »

→ Questionner les participants sur les données nécessaires pour développer la valorisation organique

Présentation des données régionales disponibles :

- Gisements potentiels : biodéchets dans les OMR, ressources méthanisables
- État d'avancement du territoire : installations en fonctionnement, déploiement du tri à la source

Echanges sur les données nécessaires pour développer la valorisation organique :

- Récolter les besoins : indicateurs, niveau de détails, échelle géographique

... On alimente les réflexions pour aller plus loin

17 propositions des participants : *indicateurs ou données nécessaires pour répondre à leurs besoins et échanges sur la disponibilité des données*

Propositions	Besoins	Disponibilité	Commentaire
Taux de couverture effectif du tri à la source des biodéchets	Connaître le niveau de déploiement du dispositif	En cours	Les données sont en train d'être collectées via l'enquête flash biodéchets en cours de l'ADEME pour répondre à la Politique Prioritaire du Gouvernement : questionnaire flash auprès des collectivités jusqu'au 05/04/2024
Les points de collecte de la REP PMCB	Connaître les sites à proximité	Déjà disponible	L'OCAB met en ligne une cartographie du réseau des points de collecte des déchets : https://oca-batiment.org/reseau-points-de-collecte/
Composition du flux de biodéchets si collecte séparée	Connaître les erreurs de tri de collecte séparée de biodéchets	Non disponible	Nécessite des données de caractérisations de collecte des biodéchets dont TEO n'a pas la connaissance pour le moment.

- Identifier les données sur lesquelles il faut communiquer pour les **faire connaître**
- **Faciliter l'utilisation** des données existantes par les acteurs
- Alimenter notre réflexion pour la **feuille de route TEO 2025**

Partie 2 : L'observation territoriale des déchets : une source pour la création de dynamiques locales

Intervenant :

Andy Kimenau-Fetter, chargé de missions économie circulaire à la
Communauté de Communes Sarrebourg Moselle Sud



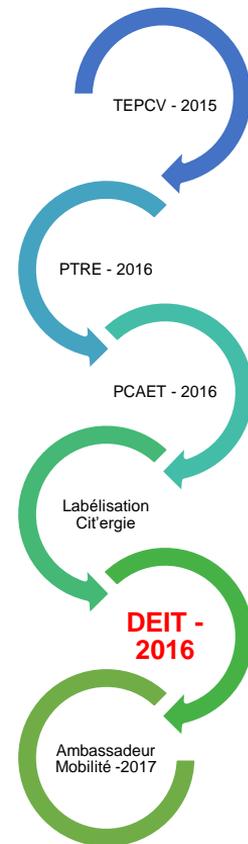
Communauté de Communes Sarrebourg Moselle Sud

⑩ La CCSMS est investie dans une stratégie globale de développement durable, envisagée comme vecteur de développement économique pour valoriser et dynamiser le territoire, mais également anticiper les futurs changements de société.

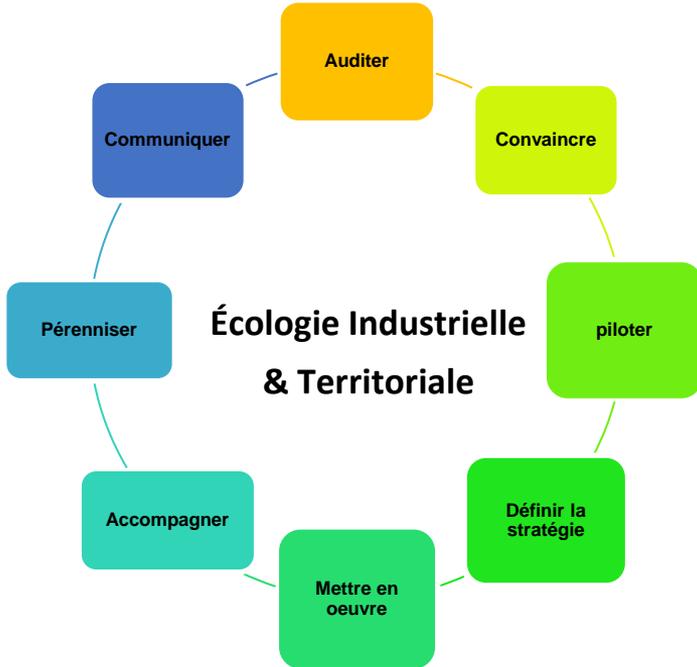
⑩ Toutes ces démarches débouchent en 2022 sur la signature d'un Contrat d'Objectif Territorial (COT) permettant au territoire de Sarrebourg Moselle Sud de s'engager pleinement dans la transition écologique.

⑩ Qu'est-ce qu'un contrat d'objectif territorial (COT) ?

Le Contrat d'Objectif Territorial est un outil technique qui permet à la collectivité de se doter d'un cadre méthodologique et de moyens efficaces pour mener la transition du territoire et permettant de valoriser les actions à travers des labels,



Démarche Écologie Industrielle et Territoriale



- **Pilier de l'économie circulaire, l'écologie industrielle et territoriale vise à optimiser les ressources sur un territoire**

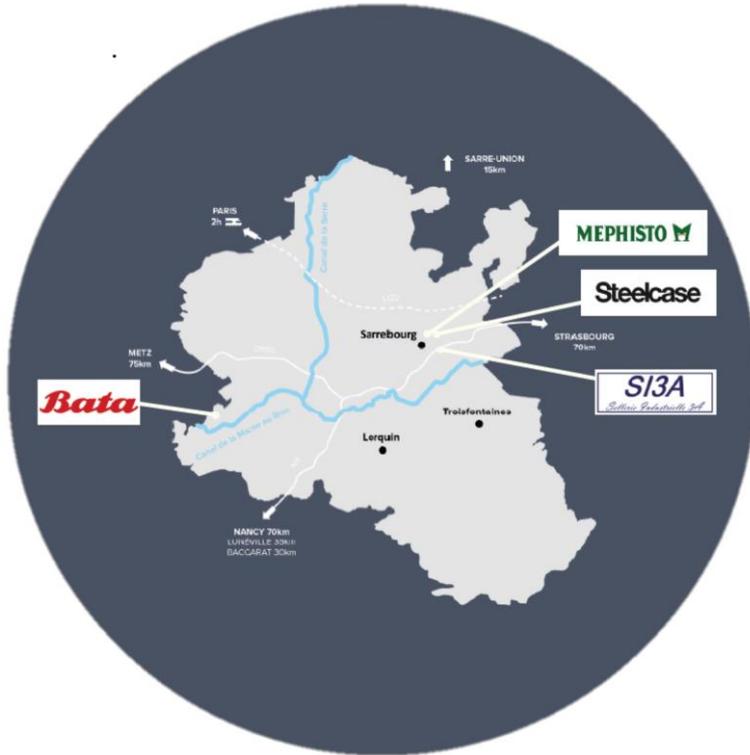
qu'il s'agisse d'énergies, d'eau, de matières, de déchets mais aussi d'équipements via une approche systémique qui s'inspire du fonctionnement des écosystèmes naturels.

- **Réduire son impact environnemental en optimisant et/ou valorisant les flux** (matières, énergies, effluents, ...)

- **Développer des synergies inter-entreprises.** L'EIT consiste donc à faire se rencontrer les entreprises et plus largement l'ensemble des acteurs économiques

- **Les déchets et co-produits deviennent une matière première secondaire dans une autre activité**





UNE COMPÉTENCE HISTORIQUE EN COUTURE

De grandes entreprises reposant sur un savoir-faire couturier (chaussures, mobilier de bureau) ont existé et existent toujours sur le territoire de Moselle Sud.

Portée par la CCSMS, cette démarche a pour objectif de :

- Donner une seconde vie aux chutes de production de cuirs et de tissus
- Créer des opportunités d'emploi locales non délocalisables
- Renforcer le tissu social territoriale.

Plongez au cœur d'une Initiative audacieuse où la valorisation textile rencontre l'économie circulaire et la solidarité.

CONSTATS



- Difficultés à valoriser les gisements de textiles issus des chutes de production de nos entreprises locales



- Difficultés de recrutement dans les métiers techniques de la couture en raison d'une perte des compétences propres à notre territoire



- Difficultés de recrutement à un niveau général



- Mutation de l'économie locale et des enjeux sociaux et environnementaux

OBJECTIFS



- Maintien des compétences historique sur le territoire



- Recyclage et valorisation de matière première



- Création d'emplois non délocalisables



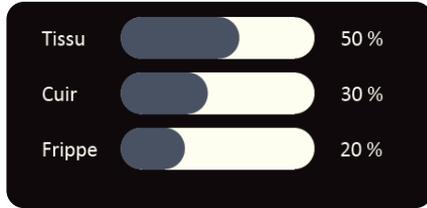
- Politiques de Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE)



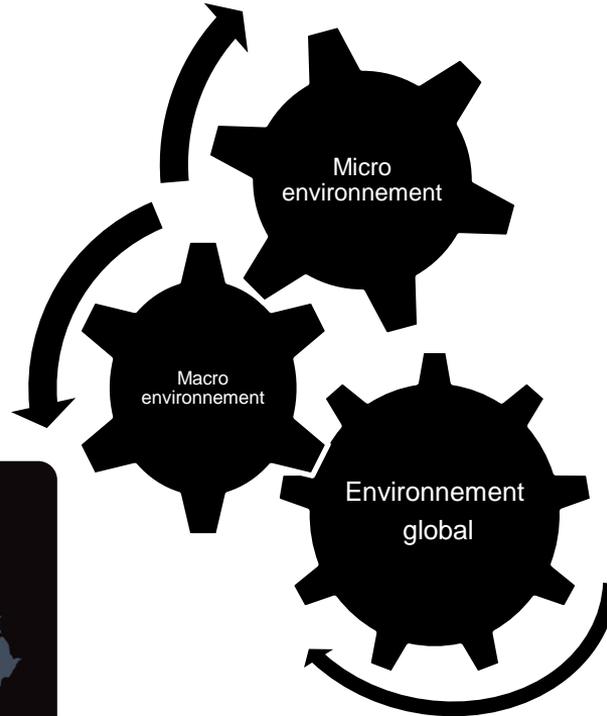
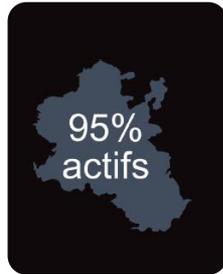
- Déploiement d'une filière de formation

Constat : Un écosystème à accompagner

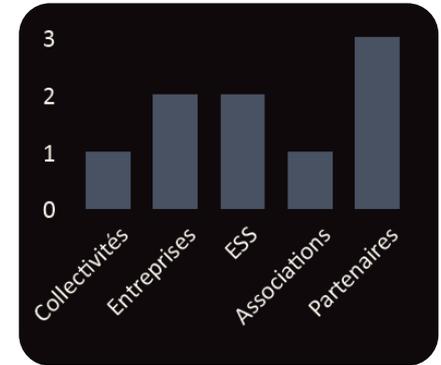
Gisements identifiés sur le territoire : 4,5T / mois



Avec moins de 5% de chômage sur le bassin d'emploi, le territoire est dit de « plein emploi »



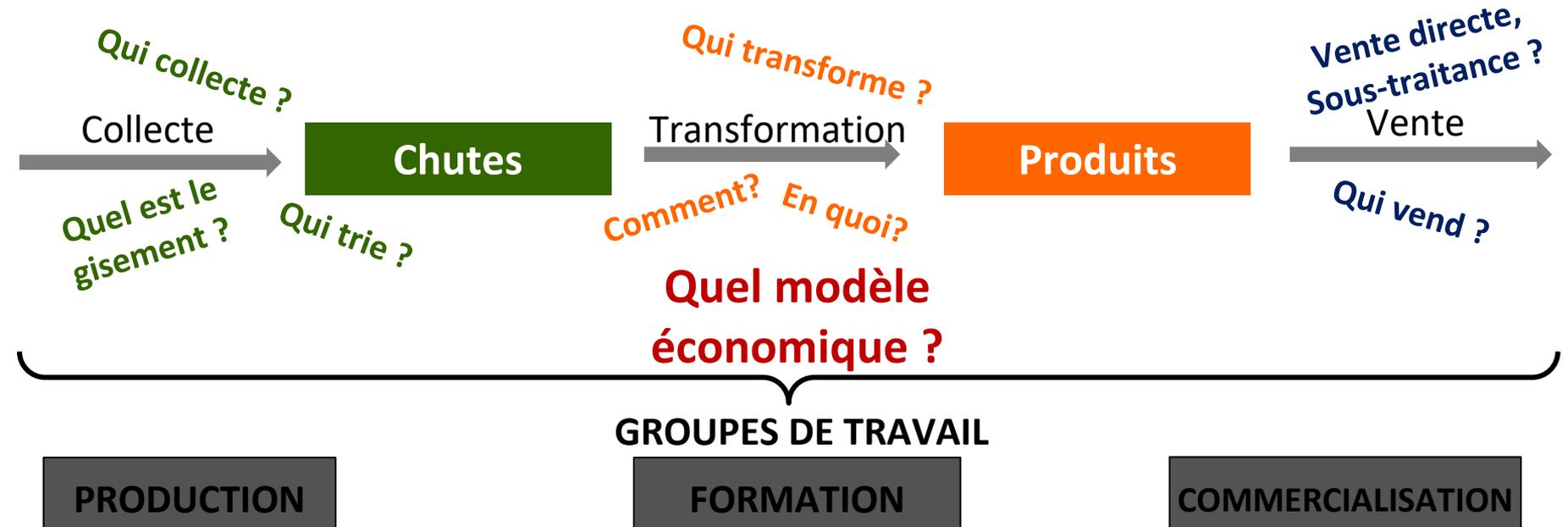
Acteurs Locaux impactés par les constats de l'action



Articulation : un projet pluri-acteurs

Un projet regroupant Économie Sociale et Solidaire, acteurs économique et collectivité.

L'action se positionne ainsi en pionnier de l'Économie Circulaire, démontrant qu'il est possible de conjuguer efficacement développement économique, préservation de l'environnement et solidarité.





Groupes de Travail #1 : Production

- Caractériser les confections possibles avec la contraintes « chutes de productions »
 - Petites pièces
 - Petites séries
- Identifier l'exutoire du déchet ultime
 - Éco-conception : nouvelles matières
 - Valorisation calorifique : CSR
 - Transformation : nouveaux produits





FORMATION

4 salariés en insertion – ETI
– 14 jours de formation –
Maintien du savoir-faire local
automne 2023



Groupes de Travail #2 : Formation

- Définir le plan de formation et la montée en compétences des futures courtières.
- Identifier l'accompagnement adéquate à la formation.
- Créer l'atelier couture.
 - Parc machines



Groupes de Travail #3 : Commercialisation

- Définir le modèle économique de l'action
 - Portage de projet
 - vente
- Identifier des boucles courtes, locales
 - Collectivités et administrations
 - CSE
 - particuliers
 - partenariats



Développement des partenariats



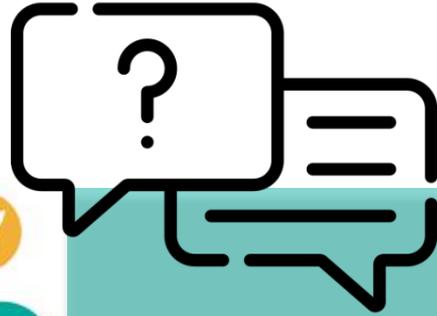
Changement de gouvernance

SARREVIE : REfaire ... avec moins

Merci de votre attention

projet-cuir-tissus@cc-sms.fr





Questions / Réponses





Vos prochains

événements



RED#13 – 26 novembre 2024 à 14h30

Thématique : caractérisation des déchets dans nos poubelles

